

REGISTRE NATIONAL DES ENTREPRISES

Extrait des inscriptions

Ce document récapitule l'état des inscriptions au Registre national des entreprises, à l'exception des établissements, concernant l'entreprise CONCEPTION DISTRIBUTION SCE INFORMATIQUE à la date du 12 septembre 2026

Résumé de l'entreprise

Date d'immatriculation :	20/01/1988
Forme juridique :	SARL, Société à responsabilité limitée (sans autre indication)
Extension d'une entreprise étrangère :	Non
Reliée à une entreprise agricole :	Non
Entreprise agricole :	Non
N° identification :	343402657
Code APE :	722C

Identité de l'entreprise

Dénomination :	CONCEPTION DISTRIBUTION SCE INFORMATIQUE
Forme juridique :	SARL, Société à responsabilité limitée (sans autre indication)
Sigle :	CDS
Durée :	99 ans
Date de clôture de l'exercice social :	31/12
Démarche d'Economie Sociale et Solidaire (ESS) :	Non
Société à mission :	Non
Capital variable :	Non
Montant capital :	7.622,45€
Origine fusion / scission :	Non

Adresse de l'entreprise

Adresse :	11 RUE GAMBETTA 95360 MONTMAGNY FRANCE
-----------	---

Composition

Nombre de pouvoirs définis : 1

Composition - Gérant - MACE YVES EUGENE GUSTAVE

Description du mandat

Rôle pour l'entreprise : Gérant

Autre rôle : Non

Type de personne : Personne Physique

Description du mandataire agissant pour le compte de l'entreprise

Nom de Naissance : MACE YVES EUGENE GUSTAVE

Date de naissance : 09/1958

Adresse du mandataire agissant pour le compte de l'entreprise

Adresse : 95360 Montmagny FRANCE

Etablissements

Observations

Diffusion INSEE : Oui

Observation n° 62405 du 07/04/1994 : Déclaration de cessation des paiements le 7 Avril 1994 Au greffe de Pontoise

Observation n° du 12/04/1994 : Ouverture d'une procédure simplifiée de redressement judiciaire jugement du 11 Avril 1994 N° Pc 94/269 Cessation des paiements en date du 26 Novembre 1993 Juge cré. Monsieur rougeaux Représentant des créanciers Maître Mandin 23 rue Victor Hugo à Pontoise Administrateur Maître Hamamouche 69 rue saint martin à Pontoise L'administrateur ci-dessus désigne outre les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi aura pour mission d'assister le débiteur dans tous les actes de gestion.

Observation n° du 14/06/1994 : Par jugement en date du 03 Juin 1994 Le T.C. a décidé la poursuite d'activité de La Sarl conception distribution et service informatique Pour une durée expirant le 11 Septembre 1994 . A maintenu juge cré. Monsieur rougeaux , Juge Sup. Monsieur Bredeche Et représentant des créanciers Maître Mandin 23 rue Victor Hugo à Pontoise - administrateur maître Hamamouche 69 rue saint martin à Pontoise -

Observation n° du 19/09/1994 : Par jugement en date du 09 Septembre 1994 Le T.C. a décidé la poursuite d'activité de La Sarl conception distribution et service informatique Pour une durée expirant le 11 Novembre 1994 . A maintenu juge cré. Monsieur rougeaux , Juge Sup. Monsieur Bredeche Et représentant des créanciers Maître Mandin 23 rue Victor Hugo à Pontoise - administrateur maître Hamamouche 69 rue saint martin à Pontoise -

Observation n° du 07/11/1994 : Par jugement en date du 21 Octobre 1994 , Le t.C. de Pontoise A décidé la transformation de la procédure simplifiée en régime général de : La Sarl conception distribution et service informatique . Avec période d'observation jusqu'au 11 Mai 1995 . A maintenu : - Juge commissaire monsieur rougeaux - juge commissaire suppléant monsieur Bredeche - représentant des créanciers maître Mandin 23 rue Victor Hugo à Pontoise - administrateur maître Hamamouche 69 rue saint martin à Pontoise -

Observation n° du 07/02/1995 : Par jugement rendu le 13 Janvier 1995 , Le tribunal de commerce de Pontoise a arrêté le plan de redressement organisant la cession de l'Entrprise Sarl conception distribution et service informatique Au profit de l 2 s informatique -

Observation n° 12707 du 08/09/1997 : Jugement du tribunal de commerce de Pontoise en date du 05/09/1997 , a prononcé la clôture de la procédure après cession totale de l'entreprise

Observation n° 4200 du 01/01/2002 : Conversion du capital social en euros effectuée d'office par le greffier du tribunal de commerce en application du décret N° 2001-474 du 30 mai 2001

